

Maison de tolérance...

Blog Fijery – Ndimby A. – 12/11/09

Passer d'un gouvernement de facto à un gouvernement démocratique ; passer d'une mise à l'écart du concert des Nations à une place comme membre à part entière de la communauté internationale ; passer d'un Président de la transition (PT) subi à un Président de la République élu. Voilà quelques objectifs qui montrent le chemin qui reste à parcourir, manière de dire qu'on n'y est pas encore. Car la porte entre la situation actuellement endurée au nom du retour à la paix civile, et celle qui est envisagée vers la fin de l'année 2010 s'appelle « élections ». Prévues dans toutes les Constitutions qui se sont succédées dans la Grande Ile, universellement reconnues comme un pilier fondamental de la démocratie, elles semblent continuer à avoir du mal à gagner leurs lettres de noblesse à Madagascar.

Que les choses soient claires : les Accords d'Addis-Abeba ne sont pas un substitut à l'expression du vote des électeurs. Malgré son titre de PT qui sonne et sent bien doux aux oreilles de l'intéressé, Monsieur Andry Rajoelina reste pour le moment et pour l'Histoire un putschiste, et n'est pas devenu par un coup de baguette magique un modèle d'élection démocratique. En validant le processus de coup d'Etat, les Accords d'Addis-Abeba (à la suite de ceux de Maputo), créent juste un cadre de tolérance national et international pour cette transition nouvelle version qui résulte indirectement du hold-up sur le pouvoir. Et ce, en attendant les élections censées draper du sceau de la vraie légitimité les élus et institutions qui sortiront des urnes. Pour le moment, avalons donc la couleuvre, et subissons cet Etat mené par quelqu'un dont l'accès au pouvoir n'est que le fruit des amours coupables et illégitimes de la foule du 13-Mai avec cette catin qu'est la Françafrique, et ce à l'ombre du grand châtaignier et de la passe à Addis. Est-ce au nom du *Fihavanana*, devenue à l'occasion une grande maison de tolérance, et dans laquelle le seul cocu s'appelle le peuple Malgache ?

Soulignons cependant que le plus important maintenant est de se tourner vers l'avenir, et non plus vers le passé du mode d'accès au pouvoir de Monsieur Rajoelina. Car malgré le caractère amer de la situation actuelle, il faut rester réaliste : revenir en arrière est impossible. Le cadre de tolérance inauguré à Addis-Abeba doit donc inviter à la mise en place d'un consensus national et international pour **la réussite de la Transition, à travers trois objectifs :**

- *Primo*, faire qu'elle soit la plus courte possible ;
- *Secundo*, qu'elle se passe avec le moins de heurts possibles ;
- *Tertio*, que les élections qu'elle est censée organiser puissent véritablement déboucher sur une nouvelle société. Car avoir laissé les *bolcheviks* modernes plonger le pays dans la crise actuelle serait une perte totale, si l'objectif était juste d'incrémenter d'une unité le numéro de la République.

Tentons donc de capitaliser sur ce malheur qu'a été le coup d'Etat de 2009, et utilisons son potentiel pour construire les bases d'un nouveau Madagascar. Soulignons cependant que la Transition dont on parle, et dont on souhaite la réussite, est celle postérieure aux Accords d'Addis-Abeba, et non la Transition autiste et arrogante de la non-respectable et non respectée Haute autorité de transition (HAT), dont nous sommes fiers d'avoir contribué, même de manière minime, à l'enterrement. Cette institution improvisée sur le macadam de l'avenue de l'Indépendance, et par la suite habillée de pseudo-textes juridiques nés dans la cervelle fatiguée de pseudo-juristes, n'aura finalement pas fait long feu. Le temps toutefois de mettre en ruines l'économie du pays, sauf pour le très dynamique secteur du bois de rose, qui a connu sous le mandat de la HAT un essor fulgurant.

Contexte de suspicion légitime

La route vers l'Enfer, dit-on, est pavée de bonnes intentions, et celle de la Transition vers la IVème République est parsemée d'obstacles : la course sera longue, pénible et périlleuse. Et sincèrement, mettre une confiance aveugle dans des gens qui ont foulé aux pieds la Constitution au nom de leurs ambitions personnelles relèverait de la stupidité. Cependant, des personnes comme Emmanuel Rakotovahiny et Fetison Rakoto-Andrianirina (co-présidents), Eugène Mangalaza (Premier ministre), Mamy Rakotoarivelo (Président du Congrès) ou Albert Zafy (Conseil de réconciliation) méritent un *a priori* favorable. Qu'ils soient donc jugés à leurs actes, et non sur des procès d'intention, tout comme le bilan

socio-économique d'Andry Rajoelina aux commandes de sa HAT illustre ses capacités et compétences. Mais outre le *catsing des institutions* de cette Transition, il y a encore d'autres soucis.

Tout d'abord, le contexte de la naissance de cette Transition favorise la suspicion, la méfiance, la frustration et la rancœur. Cela aura un impact sur la franchise de la collaboration entre les quatre mouvances, et mettra à l'épreuve la capacité des politiciens à démontrer ce fameux Intérêt supérieur de la Nation (ISN) dont tous se prévalent, sans même savoir ce dont ils parlent. Du moins pour la plupart. L'aspect tricéphale de la Transition n'est pas en lui-même un problème, à condition que les yeux de chaque tête et les pieds de chaque corps aillent dans la même direction. Or rien n'est moins sûr : la Transition peut donc être minée par un certain immobilisme, si les diverses parties en présence n'arrivent pas à mettre en place l'espace collaboratif qui sache aller au-delà de leurs divergences et de leurs calculs. Car quel serait le réflexe naturel des politiciens, si ce n'est de mettre des bâtons dans les roues des autres pour les empêcher de devenir trop puissants, trop performants, ou trop populaires avant les prochaines élections. Cela va aller du gâteau des nominations aux hauts emplois de l'Etat, au budget et activités de chaque ministère, en passant par la gestion des dossiers litigieux envoyés devant la Justice.

Ensuite, un point qui a un lien avec le précédent : on peut se poser des questions sur l'état d'esprit qui va prédisposer à l'organisation des élections et à leur tenue. A Madagascar, des élections présidentielles relativement libres, fiables, équitables et transparentes ont toujours été une exception durant les 50 années d'Indépendance. On peut citer celles d'Albert Zafy (1993) et de Didier Ratsiraka (1997), d'ailleurs organisées par des régimes transitoires. Mais toutes les autres ont été marquées par des tricheries qui en ont dénaturé le sens et la portée : ceux qui les organisaient avaient juste pour objectif de se maintenir envers et contre tout au pouvoir. On connaît le résultat.

Une élection libre commencera par voir Marc Ravalomanana candidat, s'il le souhaite. Et non pas l'utilisation d'arguments fallacieux comme d'habitude pour empêcher d'avance les candidats menaçants de se présenter. Et aux Averell qui seraient tentés de dire qu'il faut que Marc Ravalomanana subisse ce qu'il a fait à Pierrot Rajaonarivelo, nous opposerons le principe de réconciliation sincère, et le refus de la mesquinerie de la vengeance, qui cachera en fait une crainte de voir le laitier ressortir des urnes, comme l'Amiral il y a 12 ans.

On prévoit beaucoup de folklore pour assurer la réussite des prochaines élections. On parle, entre autres, de Commission électorale indépendante, de Haute cour de la Transition, de cartes d'identité biométriques. Pour les deux premiers sujets, on notera que les commissions électorales et les juges électoraux ont toujours existé, et ont presque toujours été des croupions pour le régime en place. **Rappelons-nous cependant que le problème n'est pas les institutions d'organisation et de contrôle, mais les hommes souvent bien trop humains qui les composent.** Certains pourront également arguer que le caractère inclusif de la Transition est la garantie de son impartialité. Peut-être, sauf si cette exclusivité devient au contraire source d'instabilité et d'immobilisme. Concernant la carte d'identité, dans un monde où même les cartes bancaires se piratent, on se demande les moyens que l'Etat Malgache aura d'assurer la sûreté, ou même la confection et la distribution de ces documents. Que va faire le paysan du fin fond de la brousse, là où il n'y a ni électricité ni ordinateur, pour obtenir sa carte : va-t-on faire monter à Antananarivo ou dans les anciens chefs-lieux de province les 19 millions de Malgaches ? Cette opération « carte d'identité biométrique » me rappelle étrangement l'opération « lunettes anti-éclipse solaire » de l'Amiral, déjà quant à sa pertinence par rapport au contexte.

L'importance des observateurs nationaux

Sans aucun doute, la vraie solution pour des élections acceptables serait de passer par le renforcement de la capacité des organisations nationales d'observation des élections, afin qu'elles puissent couvrir la totalité des bureaux de vote. Car ce ne sont pas les quelques observateurs internationaux, qui vont venir faire le beau au nom de la Communauté internationale en couvrant une dizaine de points, qui pourraient apprécier la qualité d'ensemble des élections à venir. Si certains observateurs comme le CNOE ou l'ONG catholique Justice et Paix (JeP) ont un sérieux et une expérience qui sont indiscutables dans le domaine, il est cependant à craindre que Monseigneur Omar (Odon Marie Arsène Razanakolona) n'aille user de son influence au sein de JeP, comme en Janvier 2002 le Cardinal Razafindratandra l'a fait au bénéfice de Marc Ravalomanana.

Enfin, n'oublions pas qu'il y a également d'autres élections au menu de cette Transition. Il faudra donc prendre le temps de soigner le processus de confection de la Loi et des listes électorales, ainsi que le processus de rédaction de la Constitution : celle-ci doit devenir un instrument au service du pays, et non au service de ceux qui commanditent ses rédacteurs. Il faut mettre les choses à plat, et refaire un processus consultatif plus sérieux que ces forums régionaux (destinés à créer un prétexte pour légitimer le putsch), ou cette consultation engagée par Monja Roindefo auprès de trois juristes pour se donner de l'importance et tenter de contrer son limogeage. Démocratie, bonne gouvernance, *Fihavanana*, réconciliation : comme nous l'avons souvent écrit dans ces colonnes, il est temps de redonner un véritable sens à des mots sacrés, qui ont trop souvent été galvaudés, et qui sont devenus avec le temps comme le Yéti de l'Himalaya. Tout le monde en parle, mais personne ne l'a vu.

Source : <http://fijery.wordpress.com/>